

Présentation

Positionnement

Objectifs

J'suis une pute.

Une escorte, une pute, une tapin, une putain. Qu'importe.

Mais une travailleuse du sexe.



Et j'aimerais que mes collègues et moi soyons entenduEs.

C'est peut être dur pour vos moeurs. Mais voilà le capitalisme et le patriarcat exploitent, et exploitent autant les stagiaires, les pros, les futures cadres, les secrétaires, les étudiantes, les infirmières, etc.

Par exemple combien de femmes ayant un emploi "respectable" sont victimes de sexisme, de harcèlement moral et sexuel ?

Combien son précarisées par les institutions ?

Et combien n'ont pas d'autre choix que le trottoir car elles n'ont pas de papiers leurs permettant d'exercer le métier pour lequel elles ont étudié ?

Pourquoi devrions nous en tant que travailleuRses du sexe être réduitEs au statut de victimes et de malheureuses ?

On nous retire trop souvent la parole en nous infantilisant afin de décider à notre place ce qui est bon pour nous.

Souvenez vous des révoltes des couturières, des ouvrières, des paysannes. Avaient-elles l'air fragiles ? Qu'importe, elles étaient fortes, déterminées, politisées. Et nous le sommes aussi. En tant que femmes. En tant que putes. Parfois en tant que mères, isolées, précaires.

Certes, nous sommes, parfois et par obligation financière - au même titre qu'une maman acceptant des heures de nuit pour mieux manger - menées à rencontrer des clients violents ou violeurs.

Mais après tout.

Un client violent est avant tout un homme violent.

Pensez y.

Nous voulons l'abolition du capitalisme, du patriarcat, et de toute forme d'exploitation humaine, pour construire une société débarrassée de toute forme de sexisme, sans rapports marchands, sans classes sociales, sans oppressions. Nous voulons l'abolition du contexte économique et politique qui nous a amené à devenir travailleuRses du sexe.

Comme toute activité laborieuse permettant de survivre dans une économie capitaliste, le travail du sexe est une contrainte aliénante dont nous nous passerions volontiers.

Mais vouloir abolir la prostitution avant d'abolir le capitalisme est une grave erreur politique, c'est confondre les causes et les conséquences.

Sous ce régime capitaliste, les prolétaires sont exploitéEs. Sous ce régime hétéropatriarcal, les femmes sont exploitées. Sous ce régime raciste, les passages de frontières sont exorbitants. Être une femme et une prolétaire signifie être doublement exploitée, et être raciséE est une oppression supplémentaire. D'autres situations peuvent aggraver cette oppression systémique comme la transidentité. De ce fait il est inévitable que certaines femmes prolétaires se retrouvent à exercer un travail du sexe dont le salaire est plus élevé que le SMIC horaire, pour tenter de s'extirper d'une condition économique particulièrement difficile, d'autant plus lorsqu'elles ont une dette à s'acquitter pour avoir passé les frontières.

Par ailleurs, les situations de précarité sont diverses et variées telles que le fait d'avoir besoin d'un salaire d'appoint pour joindre les deux bouts, de faire face à des problèmes de santé, de faire des études ou encore de se sortir d'une situation d'endettement.

C'est par la solidarité avec toutes les personnes minorisées que nous aurons la force de lutter contre les violences qui nous sont infligées quotidiennement.

Qu'il s'agisse des luttes transpédégouines, ou concernant toutes les personnes minorisées, nous soutenons l'approche féministe intersectionnelle, et considérons les luttes contre les minorisations comme une seule et même lutte à considérer dans sa globalité pour renverser le patriarcat et le capitalisme. Les stigmates qui appuient chaque forme de discrimination renforcent la précarité qui nous mène au tapis.

Le stigmate de pute pèse sur toutes les femmes et particulièrement les plus précaires, et aggrave toutes les autres stigmatisations.

C'est en luttant contre le stigmate de pute que nous améliorerons le quotidien de toutes les femmes. Nous ne sommes pas particulièrement fièrEs de notre travail plus qu'un autre mais nous n'avons pas non plus à en avoir honte.

Nos corps, nos choix.

Que l'on s'auto-exploite ou bien que l'on soit exploitéE dans l'industrie du sexe, que l'on ait choisi ou pas ce travail, que l'on ait des conditions correctes ou insupportables, dans tous les cas cette exploitation nécessite un rapport de force qui ne peut exister qu'au travers du syndicalisme autogestionnaire, et par la solidarité avec les syndiquéEs des autres industries.

L'émancipation des travailleuRses du sexe sera l'oeuvre des travailleuRses du sexe nous-mêmes, et de personne d'autre.

C'est aussi en luttant contre les frontières que nous unissons les exploités de tous les pays. Les restrictions migratoires tuent chaque jour et les réseaux illégaux sont la conséquence directe de la fermeture des frontières. La privation de papiers est à l'origine de la traite dans tous les autres corps de métiers : sexe, bâtiment, textile, agricole, nettoyage, etc.

Lorsqu'une personne est privée de papiers, elle n'a rarement d'autre choix que de faire appel à un réseau illégal de traite ou d'entraide pour assurer sa subsistance. Les conditions administratives et économiques des sans papiers leur laissent peu d'alternatives.

Lorsque des travailleuses s'organisent pour lutter, ce sont les conditions de toutes les exploités qui sont tirées vers le haut, y compris celles des privées de papiers.

Le code pénal punit toute personne qui « aide, assiste ou protège » une travailleuse du sexe dans son activité, même si elle n'en tire pas profit. Une travailleuse du sexe qui donne des conseils de sécurité ou de prévention à une autre travailleuse du sexe ou qui lui explique l'échelle des prix des passes peut être condamnée pour proxénétisme. L'article 225-5 assimile à un proxénète toute personne qui vit avec une travailleuse du sexe sans pouvoir justifier de ses revenus, comme un conjoint, un enfant majeur vivant encore chez sa mère, ou dont la mère finance les études. L'article 225-5 interdit aux travailleuses du sexe, entre autres, d'avoir un site internet collaboratif, d'exercer à plusieurs dans un même appartement pour partager les frais du loyer et veiller les unes sur les autres ; elle expose d'ailleurs toute personne qui leur louerait une chambre, un appartement ou un espace commercial à une lourde peine – ce qui oblige certaines travailleuses du sexe à exercer leur activité dans la rue.

Aujourd'hui, la grande majorité de la prostitution est exercée par internet. La loi sur le proxénétisme nous contraint actuellement à mettre en ligne nos annonces et webcams sur des sites tenus par des exploiters hébergés dans d'autres pays, à des tarifs souvent élevés. L'abrogation de cette loi nous permettrait par exemple d'autogérer l'hébergement de nos annonces et webcams sur un site collaboratif, et augmenterait nos capacités à nous entraider dans la lutte contre les exploiters.

C'est en luttant contre les accusations de proxénétisme à l'encontre de nos proches que nous pourrions construire une vie affective et sociale.

C'est en nous opposant aux parcours de réinsertion, y compris celui de « sortie de la prostitution » que nous lutterons contre une violence supplémentaire qui nous est infligée. De manière générale, nous nous opposons à l'ingérence de l'Etat dans notre travail, dont il ne fait qu'augmenter le danger et la difficulté.

Les entreprises capitalistes en général, et plus particulièrement celles ayant trait à la culture sont les principales responsables de la culture du viol et du racisme. L'industrie du cinéma pornographique en est l'exemple le plus évident. Mais ce n'est pas une fatalité. De nombreux employées des diverses industries culturelles luttent pour produire une culture engagée, véhiculant des idées politiques justes, et leur capacité à lutter est proportionnelle à leur rapport de force. Il en va de même dans l'industrie du porno. C'est avec un rapport de force amélioré par le syndicalisme que nous pourrions refuser les pratiques qui participent à la culture du viol et au racisme.

Contrairement au Strass, nous ne sommes pas un syndicat de services, nous pensons que le syndicalisme ne se résume pas à une mutuelle de travailleuRses. Le syndicalisme, c'est avant tout la lutte des classes et la solidarité. S'asseoir à la table des politiciens qui nous oppriment est un abandon du rapport de force, c'est un aveu de faiblesse et une erreur politique que nous ne ferons pas, contrairement au Strass.

Contrairement au Strass, nous refusons toute forme de hiérarchie qu'elle soit officielle ou non. Nous sommes touTEs au même niveau, et décidons horizontalement de nos orientations, communications et actions, sans avant-garde, selon les principes anarcho-syndicalistes.

Contrairement au Strass, nous refusons les subventions qui corrompent, notre syndicat est financé uniquement par la solidarité et nos cotisations.

Contrairement au Strass, à la CNT TDS 31 vous n'entendrez personne présenter la prostitution comme un métier de rêve. Souvent c'est chiant, parfois c'est agréable et drôle, parfois c'est insupportable.

Contrairement au Strass, la CNT TDS 31 n'est pas pro-travail du sexe. Nous n'avons pas plus que vous envie d'aller au chagrin mais c'est cette réalité économique qui nous est imposée, à vous comme à nous, à différents degrés. Dans tout type de métier, le travail tue et occasionne des dommages physiques et psychologiques. Le travail du sexe n'échappe pas à ce constat.

Contrairement au Strass, il ne nous viendrait pas à l'idée d'utiliser l'image d'une femme nue les jambes écartées pour illustrer notre communication. L'utilisation à outrance de cette imagerie par les publicitaires est suffisamment sexiste pour ne pas avoir envie d'y participer.

Pour une éducation populaire adaptée à tout âge à la sexualité et au consentement

Contre le stigmatisme de pute qui touche toutes les femmes

Contre toute forme de gestion étatique de l'activité des TDS, contre le réglementarisme

Pour l'accès inconditionnel à la santé

Pour l'accès au changement d'état civil et à toutes les revendications des personnes trans

Pour le retrait de la mention « sexe » sur les papiers d'identité

Pour l'abolition du sexe civil et du genre

Pour la régularisation inconditionnelle de touTEs les sans papierEs

Pour l'abolition des papiers d'identité et des frontières

Pour l'abolition du patriarcat, de l'hétéronormativité, et du capitalisme.

Plutôt filLEs de putes que filLEs de keuf

cnttds31@riseup.net

www.facebook.com/cntTDS31